



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Département fédéral de l'environnement, des transports,
de l'énergie et de la communication DETEC

Office fédéral de l'environnement OFEV
Division Eaux

3003 Berne
OFEV: PNE

POST CH AG

Fehler! Unbekannter Name für Dokument-Eigen-
schaft. Fehler! Unbekannter Name für Doku-
ment-Eigenschaft.

Numéro du dossier : BAFU-042.131-00-60429/1/4/2

Cas d'affaire : [TEXTE]

Votre référence : [Texte]

Ittigen, le 28 juin 2021

Fehler! Unbekannter Name für Dokument-Eigenschaft.

Centrale: Nom, commune, canton
Dé détenteur: Nom, adresse, NPA lieu
Mesures: Description succincte des mesures

Madame, Monsieur,

Par votre courrier du [date], vous avez envoyé à l'Office fédéral de l'environnement (OFEV) le dossier sur le projet d'assainissement susmentionné pour consultation, conformément à l'art. 41g, al. 2, de l'ordonnance du 28 octobre 1998 sur la protection des eaux (OEaux, RS 814.201). Au vu de la prise de position cantonale du [date] nous exprimons l'avis suivant :

1 Contexte

Informations concernant l'exploitant, le lieu et le type de l'installation. Informations sur la concession en cours. Informations sur les atteintes existantes et sur l'obligation d'assainir selon la planification stratégique. Informations sur la décision d'obligation d'assainir. Informations sur le projet (mesure d'assainissement, cas particulier, agrandissement, etc.). Informations sur un éventuel examen préliminaire, etc.

2 Bases légales

L'art. 83a de la loi fédérale du 24 janvier 1991 sur la protection des eaux (LEaux, RS 814.20) oblige les détenteurs de centrales hydroélectriques existantes à prendre, d'ici fin 2030, les mesures de construction nécessaires selon l'art. 39a LEaux pour remédier aux graves atteintes que les éclusées portent à la faune et à la flore indigènes et à leurs biotopes. À la demande du détenteur, l'autorité peut ordonner

Office fédéral de l'environnement OFEV
Emilie Person
3003 Berne
Emplacement : Papiermühlestrasse 172, 3063 Ittigen
Tél. +41 58 4849253
emilie.person@bafu.admin.ch
https://www.bafu.admin.ch



BAFU-A-14643401/19

des mesures d'exploitation en lieu et place de travaux de construction. Les mesures sont définies en fonction de la gravité des atteintes, du potentiel écologique du cours d'eau, de la proportionnalité des coûts, de la protection contre les crues et des objectifs de politique énergétique en matière de promotion des énergies renouvelables. Dans le bassin versant du cours d'eau considéré, elles doivent être coordonnées entre elles et avec les autres mesures.

Selon l'art. 41e OEaux, les éclusées portent gravement atteinte à la faune et à la flore indigènes et à leurs biotopes lorsque le débit d'éclusee d'un cours d'eau est au moins 1,5 fois supérieur à son débit plancher et que la taille, la composition et la diversité des biocénoses végétales et animales typiques de la station sont **altérées**.

L'art. 41g, al. 1, OEaux prévoit que l'autorité cantonale ordonne l'assainissement des éclusées et **engage** les détenteurs de centrales hydroélectriques à étudier diverses variantes de mesures d'assainissement. Avant de prendre une décision concernant le projet d'assainissement, l'autorité consulte l'OFEV, conformément à l'art. 41g, al. 2, OEaux. En prévision de la demande à déposer en vertu de l'art. 28, al. 1, de l'ordonnance du **1er novembre 2017** sur l'énergie (OEne, RS 730.01), l'office vérifie si le projet respecte les exigences de l'art. 39a LEaux et si le caractère économique des mesures est garanti (appendice 3, ch. 2, OEne).

3 Évaluation

3.1 Documents remis

Par courrier du [date], le [service cantonal compétent] a remis les documents suivants :

- Prise de position du canton du [date]
- xy
- etc.

Le dossier contient-il toutes les informations requises ? Les demandes déposées lors d'examens préliminaires ont-elles été prises en considération ? Les délais de la phase d'étude du projet ont-ils été tenus ?

Le dossier est [in]complet pour la consultation prévue à l'art. 41g, al. 2, OEaux.

3.2 Atteinte grave

L'installation provoque-t-elle des éclusées portant gravement atteinte au cours d'eau ? L'installation doit-elle être assainie selon la planification stratégique ? Le canton a-t-il ordonné l'assainissement ? L'OFEV a-t-il donné son accord ?

3.3 Étude des variantes et choix des mesures

Quelles variantes a-t-on étudié ? Les études réalisées sont-elles suffisantes et claires ? Est-ce que toutes les mesures possibles ont été examinées ? Faut-il procéder à de nouvelles études/analyses ? Le choix de la meilleure variante est-il compréhensible ? ? Lors du choix des mesures, l'impact écologique, la proportionnalité des coûts, les intérêts de la protection contre les crues et les objectifs de politique énergétique ont-ils été suffisamment pris en compte ?

3.4 Meilleure variante

3.4.1 Impact écologique

Quel effet la mesure d'assainissement proposée permet-elle d'obtenir ? L'atteinte grave est-elle supprimée ?

3.4.2 Gravité de l'atteinte et potentiel écologique

La mesure est-elle conforme à la gravité de l'atteinte et au potentiel écologique du cours d'eau ?

3.4.3 Proportionnalité des coûts

La mesure est-elle proportionnée (adéquate, nécessaire, acceptable) ?

3.4.4 Protection contre les crues

Les intérêts de la protection contre les crues sont-ils suffisamment pris en compte ?

3.4.5 Objectifs de politique énergétique

Les objectifs de politique énergétique en matière de promotion des énergies renouvelables sont-ils suffisamment pris en compte ?

Führt die Bestvariante zu einer Energieminderproduktion (betriebliche Massnahme, nicht Produktionsausfall während Massnahmenbau)? Wenn ja Energieminderproduktion in GWh/a angeben und in Do-kuSanWK erfassen (V1: In Bemerkungen, V2: In separatem Feld im Geschäftsfall).

3.4.6 Coordination dans le bassin versant

Les mesures d'assainissement des éclusées sont-elles coordonnées entre elles dans le bassin versant du cours d'eau concerné ?

La mesure est-elle coordonnée avec d'autres mesures de protection des eaux ?

3.5 Évaluation des effets

Existe-t-il un plan d'évaluation des effets ? Est-ce qu'il correspond aux instructions de l'aide à l'exécution ?

3.6 Caractère économique

A-t-on évalué le caractère économique ? Un appel d'offres a-t-il été fait ? Le caractère économique des mesures est-il présenté clairement ? Les coûts des différents points se situent-ils dans une fourchette « raisonnable » (comparaison avec les coûts de référence) ? -> si on dispose uniquement d'une estimation sommaire des coûts et qu'aucun appel d'offres n'a encore été fait, indiquer que la réalisation de la mesure au meilleur coût doit être expliquée clairement dans la demande d'indemnisation.

Die Leistungen für die ökologische Sanierung der Wasserkraft unterliegen dem öffentlichen Beschaffungsrecht. Die Gesuchstellerin sorgt dafür, dass für die kommenden Schritte im Rahmen der dem öffentlichen Beschaffungsrecht entsprechenden Vergabeverfahren die Arbeiten an die wirtschaftlich günstigsten Unternehmen vergeben werden. Für das Auszahlungsgesuch ist das Vergabeverfahren zum Nachweis der Wirtschaftlichkeit angemessen zu dokumentieren.

3.7 Conditions de l'indemnisation et coûts imputables

Indiquer si des informations détaillées sont disponibles et si de grosses différences apparaissent. (L'octroi de l'indemnité est-il assorti de conditions ? Les coûts imputables ont-ils été indiqués correctement ? Quel est le montant des coûts imputables prévisionnels ? Quels documents supplémentaires attend-on avec la demande de remboursement ?)

Les coûts imputables prévisibles s'élèvent à 0.00 CHF

La demande de remboursement doit comprendre une évaluation des risques au niveau des coûts. De plus, pour des projets de cette ampleur, il est attendu qu'un contrôle des coûts soit réalisé en continu et qu'un rapport à ce sujet soit régulièrement remis au canton et à l'OFEV (mit quartalsweisem Reporting Entwicklung Kosten (Vergleich Soll/Ist und Endkostenprognose). Ces prestations/coûts sont imputables et doivent être inclus dans la demande de remboursement.

3.8 Remarques

3.9 Conclusion et demandes

*Quelles raisons plaident pour la meilleure variante / Quelles sont celles qui s'y opposent ?
Y a-t-il d'autres intérêts en faveur ou en défaveur de la meilleure variante ?*

L'OFEV approuve-t-il le choix de la meilleure variante ? – motifs

Demandes :

- (1)
- (2)
- (3)
- (4)

Nous vous prions de bien vouloir tenir compte de nos propositions et remarques dans votre décision.

4 Suite de la procédure

Dès que toutes les autorisations requises auront été délivrées, [le détenteur de la centrale] pourra adresser une demande de remboursement des coûts en vertu de l'art. 34 de la loi du 30 septembre 2016 sur l'énergie (LEne, RS 730.0) à [l'autorité cantonale compétente] pour les mesures d'assainissement mentionnées en objet. **Cette demande devra être déposée avant le début des travaux de construction respectivement de la mesure ou la préparation d'acquisitions d'une certaine importance (art. 28, al. 2, OEne). Les travaux ne pourront commencer, ou les investissements d'une certaine importance être réalisés, que lorsque l'OFEV aura validé l'allocation de l'indemnité. Sinon, aucun dédommagement ne pourra être octroyé.**

Après réception de la demande, [l'autorité cantonale] transmettra immédiatement le « **formulaire réception demande art. 29 OEne** » dûment complété à l'OFEV. Elle vérifiera si la demande est complète. Si c'est le cas, elle s'assurera encore qu'elle respecte les exigences de l'appendice 3, ch. 2 et 3, OEne et la fera suivre à l'OFEV, assortie de son préavis. Si la demande est incomplète, elle en informera sans attendre l'OFEV. Elle informera ces instances dès que les documents nécessaires pour que la demande soit complète lui auront été soumis (art. 29, al. 3 OEne).

Kommentiert [PMUB1]: Wenn Investitionssumme > 5 / 10 Millionen: dann diesen Punkt in BAFU Stellungnahme aufnehmen

Unsere Erwartungen an das laufende Kostencontrolling ist eine ¼-jährliche Berichterstattung zu folgenden Elementen:

- Status Projektfortschritt
 - die aufgelaufenen Kosten / - aktuelle Kostenentwicklung (IST)
 - Vergleich mit geplanten/zugesicherten Kosten (SOLL)
 - Meldung von aufgetretenen Mehrkosten
 - Meldung von weiteren absehbaren/voraussichtlichen Mehrkosten inkl. Risikobeurteilung (-> Genehmigung)
 - Endkostenprognose
 - Meldung von Projektänderungen/anpassungen (-> Genehmigung)
- Meldung zum weiteren Zeitplan

Wenn > 20 Mio, dann soll dieses Reporting durch eine externe Instanz (d.h. nicht das Kraftwerk selbst) erfolgen, wenn < 20 Mio, dann kann das Reporting durch KW selbst erfolgen

Numéro du dossier : BAFU-042.131-00-60429/1/4/2

Fehler! Unbekannter Name für Dokument-Eigenschaft.

Fehler! Unbekannter Name für Dokument-Eigenschaft. Fehler! Unbekannter Name für Dokument-Eigenschaft.

**Fehler! Unbekannter Name
Fehler! Unbekannter Name**

**Fehler! Unbekannter Name für Dokument-Eigen-
Fehler! Unbekannter Name für Dokument-Eigen-**

Annexe(s) :

–

Copie à :

- Détenteur de la centrale à assainir
- Interne : Fachbearbeiter, Kantonsverantwortlicher, Johannes Abegg

Kommentiert [LL1B2]: Falls externes Büro Beurteilung gemacht hat